

# Le bilan positif de Linux à Assemblée Nationale est-il passé inaperçu ?



Les lecteurs réguliers du Framablog sont certainement déjà au courant : il y a un an on nous annonçait l'arrivée de GNU/Linux à l'Assemblée Nationale<sup>[1]</sup> ainsi présenté sur le site officiel de la noble institution :

*« Un équipement micro-informatique standard est mis à la disposition de chaque député, dans son bureau à l'Assemblée nationale. Chaque député dispose de deux postes micro-informatiques configurés avec des logiciels libres (Linux pour le système d'exploitation et Open office pour la suite bureautique). »*

Un an après, il était légitime de dresser le bilan d'une opération à haute valeur symbolique. Ce qui fut fait et bien fait notamment par le CIO qui a eu l'excellente idée de réaliser des entretiens vidéos de trois députés.

Extraits de l'interview du député des Alpes Maritimes Rudy Salles :

*« La raison pour laquelle on est passé d'un système à*

*l'autre, je ne crois pas qu'il y avait un mécontentement vis-à-vis de Windows, sincèrement je ne le crois pas; mais il y avait la volonté peut-être de n'être pas sous la coupole d'un monopole comme Windows, et d'essayer justement le logiciel libre. C'était un peu une décision politique à l'époque, qui a été assumée d'ailleurs par quasiment tous les groupes de l'assemblée nationale. Et donc les services ont fait des prouesses pour passer d'un système à l'autre en quelques mois. On est arrivés l'année dernière, non seulement on avait un nouveau système informatique, l'Assemblée Nationale était en chantier partout, ça a été un tour de force que d'arriver à faire fonctionner tout ça. Et je dois dire que les services s'en sont pas mal sortis, même s'il y a eu quelques ratés au démarrage, mais enfin, finalement, l'un dans l'autre, à part les quelques semaines de démarrage un peu difficiles, et de réaménagement dans les bureaux etc., on peut dire que le passage s'est fait de façon très correcte..*

*Il a été moins compliqué que ce que l'on pouvait penser. On ne perd pas totalement ses repères. Il y a évidemment une présentation différente, mais on peut dire que les grandes fonctionnalités, on les retrouve assez vite. Alors c'est vrai que l'on change un peu ses habitudes, mais vous savez, quand vous passez de Windows XP à Vista, ou à un autre système, finalement là aussi vous êtes obligés d'évoluer et de changer un peu vos habitudes. Donc ça, ça s'est fait assez rapidement. Les services, d'ailleurs, informatiques de l'Assemblée mettaient à disposition des députés et des collaborateurs des stages de formation, et bien nous avons fait le bilan de ces stages de formation, il n'y a eu quasiment personne qui est venu aux stages de formation, parce que finalement tout le monde s'en est sorti tout seul.*

*Sur nos impôts. Et je peux vous dire qu'à l'intérieur des membres du bureau de l'Assemblée Nationale, il y avait un certain nombre de gens qui étaient plutôt réservés sur le Logiciel Libre, et qui étaient plutôt attachés à Windows, par*

*tradition, je dirais, par pratique, et qui finalement se sont rendus compte qu'à l'usage nous avons les services les mêmes, équivalents, parfois mieux, parfois moins bien, mais à la marge; en tout cas au moins équivalents. Mais surtout quand on a fait les comptes, 500 000 euros moins cher, là ça commence à compter et tout le monde se rend compte que nous avons eu probablement raison de prendre cette décision il y a quelques années. »*

Extraits de l'interview du député des Landes Alain Vidalies :

*« La vérité c'est que même ceux qui n'étaient pas des fêrus d'informatique, pour qui c'était un outil essentiellement, ont vite appris. Ca a été bon uniquement des sigles différents qui sont apparus pour nous, bon, système d'exploitation Kubuntu qui apparait tout d'un coup. Mais dans la pratique aujourd'hui, avec le recul, je peux dire que ça a été, y compris pour quelqu'un qui n'était pas très attentif à ces questions-là, en tant qu'utilisateur, pour mon travail parlementaire aujourd'hui, je suis complètement satisfait de ce nouveau système. Et je pense que ceux qui réfléchissent, je pense à des collectivités locales, ou peut-être à des entreprises, à la difficulté de passer sous Linux, n'ont aucune crainte à avoir, parce que je suis un témoin privilégié du fait que quelqu'un qui remplissait toutes les conditions pour être un utilisateur dérouté, est en fait aujourd'hui un utilisateur parfaitement satisfait.*

*Et il faut pas penser que le temps de Windows c'était un temps merveilleux; il y avait aussi beaucoup de problèmes, de bugs, et il y en a pas plus aujourd'hui qu'avant, et même plutôt moins d'ailleurs, statistiquement. »*

Cela fait non seulement plaisir à entendre mais cela nous est également d'une aide précieuse lorsqu'il s'agit d'essayer de parler *alternatives libres* à un public non averti. « J'ai le même système d'exploitation que mon député à l'Assemblée »,

peut-on lui dire malicieusement pour aiguïser sa curiosité.

Toujours est-il que voici donc ma sélection de liens qui ont évoqué ce premier anniversaire plutôt réussi :

- Linux à l'Assemblée nationale : trois députés racontent (LeMondeInformatique)
- Retours d'expérience de députés suite à la migration de leur poste de travail en logiciel libre (APRIL)
- Bilan positif pour Linux à l'Assemblée nationale (DLFP)
- Linux à l'Assemblée nationale : un premier bilan positif (ZDNet)
- Les députés globalement satisfaits par GNU/Linux et Ubuntu (Generation-NT)

Et c'est là que selon moi le bât blesse : au delà du double cercle des informaticiens et de la communauté du logiciel libre, il semblerait que l'information n'ait intéressée... personne !

Cette affirmation péremptoire est à vérifier mais une simple recherche Google sur bilan linux assemblée nationale laisse perplexe. Aucun grand média qu'il fut papier ou même en ligne (Rue89, Mediapart, etc.) n'a jugé bon d'en parler dans ses colonnes.

Il y a bien sûr des choses plus importantes de part le monde mais c'était tout de même possible de sacrifier, disons, un article parmi mille lié aux Jeux Olympiques pour nous relater l'évènement non ?

## Notes

[1] Crédit photo : Tux monitoring the french "Assemblée Nationale" par *François Schnell* sous licence Creative Commons BY.